

DEPARTEMENT
DE LA
SEINE-SAINT-DENIS

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté-Egalité-Fraternité

VILLE D'AUBERVILLIERS

Nombre de Membres composant :
Le Conseil Municipal : 49

En exercice : 49

Présents : 35

N°116

REGISTRE
DES DELIBERATIONS

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 8 JUILLET 2019

L'AN deux mille dix neuf, le 08 juillet, le conseil municipal d'Aubervilliers, convoqué le 2 juillet 2019, s'est réuni en Mairie à 18h00 sous la présidence de Madame Mériem DERKAOUI, Maire.

Etaient présents : DERKAOUI Mériem, DAGUET Anthony, KARMAN Jean-Jacques, VALLY Sophie, CHERET Magali, ROZENBERG Silvère, TLILI Leila, MONINO Jean-François, BENKHELOUF Boualem, KARROUMI Sofienne, KOUAME Akoua Marie, PEJOUX Claudine, NEDELEC Soizig, CHIBAH Salah, MERCADER Y PUIG Maria, RUER Marc, Adjoints au Maire

TLILI Mohamed Fathi, BEAUDET Pascal, LE HYARIC Patrick, DUCATTEAU Sylvie, PLEE Eric, DONNET Lionel, MBONDO Thérèse, LE MOINE Sandrine, KADDOURI Nourredine, KAMALA Kilani, FAGARD Alice, GARNIER Daniel, YONNET Evelyne, HAFIDI Abderrahim, AÏT-BOUALI Omar, AISSAOUI Djamila, RACHEDI Hakim, LENZI Ling, BIDAL Damien, Conseillers Municipaux et Conseillers Municipaux délégués.

Etaient absents : MILLA Josiane, ZORGANI Mourad, VANNIER Jean-Yves, ALVES Presilya.

Représentés par :

Madame Laurence GRARE	Monsieur Salah CHIBAH
Madame Danielle MARINO	Monsieur Jean-Jacques KARMAN
Monsieur Fethi CHOUDER	Madame Sandrine LE MOINE
Monsieur Roland CECCOTTI-RICCI	Monsieur Boualem BENKHELOUF
Monsieur Antoine WOHLGROTH	Monsieur Eric PLEE
Monsieur Guillaume SANON	Monsieur Sofienne KARROUMI
Madame Hana RABAH	Madame Mériem DERKAOUI
Monsieur Rachid ZAÏRI	Monsieur Daniel GARNIER
Madame Nadia LENOURY	Monsieur Damien BIDAL
Monsieur Arab ALI CHERIF	Monsieur Abderrahim HAFIDI

Secrétaire de séance : Sophie VALLY

MAIRE/

OBJET : Vœu sur la réforme de la fonction publique.

LE CONSEIL,

Après avoir entendu l'exposé de Madame la Maire,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Adoption à l'unanimité par 45 pour

DELIBERE :

ADOPTE le vœu « sur la réforme de la fonction publique », tel qu'annexé à la présente.

Reçu en préfecture le : 10/07/19

Publié le : 10/07/19

Certifié exécutoire : 10/07/19

Pour la Maire,
l'Adjoint(e) délégué(e),

Silvère ROZENBERG



Rédacteur : Nordine IDIR

Séance du Conseil Municipal du 8 juillet 2019

RAPPORTEUR : Mériem DERKAOUI

OBJET : Voeu pour la défense de la fonction publique

EXPOSE :

La fonction publique a déjà connu de nombreuses transformations ces dernières décennies, avec notamment le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux. Avec le projet de loi dit de « transformation de la fonction publique » actuellement en cours d'examen par le Parlement, le Président Emmanuel Macron entend poursuivre son démantèlement

Pour y parvenir, trois orientations y sont présentées.

Il s'agit de supprimer 120 000 postes de fonctionnaires d'ici 2022, d'en finir avec le statut de la Fonction Publique et de soustraire du périmètre du service public des secteurs entiers pour les transférer au privé.

Le dessein de ce projet de loi s'inscrit dans la dégradation, des services publics.

Il rend possible une véritable privatisation d'une grande partie d'entre eux et remet en cause un statut, qui, du fait, des protections qu'il garantit, permet d'assurer l'égalité d'accès de toutes et tous à l'emploi public et donne aux agents les conditions de bon exercice des missions d'intérêt général qui leur sont confiées.

Dans une ville comme Aubervilliers, où les inégalités territoriales se renforcent et où les services publics sont les remparts pour permettre aux Albertivillariennes et Albertivillariens d'accéder à leurs droits, cette loi ne fera qu'aggraver cette rupture d'égalité dénoncée depuis de nombreuses années par la Municipalité.

Par ce vœu, le Conseil Municipal d'Aubervilliers :

- Affirme son opposition à la remise en cause du statut et à la suppression des postes de fonctionnaires.
- Demande au Gouvernement de renoncer à ce projet de loi dit de « transformation de la Fonction Publique » et d'ouvrir le dialogue social.
- Apporte son soutien aux organisations syndicales des personnels et représentants des employeurs territoriaux qui protestent contre la volonté du Gouvernement de détruire le statut de la fonction publique.